

## Exposé de Paul Lannoye \*

Je vais essayer d'être le porte-voix d'Inès Trépant qui n'a pu être présente ce soir.

Tout d'abord je voudrais vous rappeler qu'Inès Trépant a publié, il y a deux ans, un livre très intéressant sur la biodiversité qu'elle a intitulé : « *Quand les Politiques européennes menacent le vivant* ». Elle dénonçait dans ce livre les insuffisances et même les manquements graves de toute la politique européenne, en particulier la Politique agricole commune (PAC), qui joue un rôle déterminant en la matière.

Je voudrais à ce propos faire une remarque. Il y a quelques jours, est paru dans « *Le Monde* » un article de Stéphane Foucart, qui est un journaliste très branché sur les problématiques environnementales et écologiques, à propos de l'effondrement de la biodiversité révélé par une nouvelle étude qui n'a été diffusée nulle part. Il a donc été le seul journaliste à écrire un article dans la presse francophone. Cette étude, réalisée par des scientifiques suisses, autrichiens et allemands, a porté sur l'évolution des populations et la diversité des arthropodes c.à.d. les insectes, les araignées et toutes les petites bestioles, dans les prairies allemandes. Les chiffres, dit-il, sont glaçants. On constate qu'en ce qui concerne le nombre d'insectes, il s'agit d'une chute vertigineuse ; la biomasse totale des arthropodes a chuté en dix ans de 67%, et en nombre d'individus capturés de 78%, c'est invraisemblable, en 10 ans ! Et la chute du nombre d'espèces totales est de – 33%. Il écrit que c'est un véritable désastre sur cette population qui n'est pas très connue. Dans ses conclusions, Stéphane Foucart écrit que l'on se préoccupe beaucoup de la faune des grands mammifères partout dans le monde parce que c'est spectaculaire mais les insectes qui sont dans notre voisinage immédiat, on s'en fout un peu. On constatera seulement les dégâts quand il sera trop tard, dit-il. Il tire donc la sonnette d'alarme et s'indigne du fait que pas un correspondant de presse francophone n'a publié le moindre mot à ce sujet. Je vous signale que je n'ai rien vu dans la presse belge non plus.

Tout ça pour parler d'Inès qui est très branchée sur cette problématique-là et qui dit, comme tous les scientifiques concernés qui ont multiplié les études à ce sujet, que chaque fois ce qui est remis en cause, c'est la politique agricole, ce sont les techniques agricoles. Comme cela porte sur les territoires de la communauté européenne, de l'UE, forcément, c'est la PAC qu'il faut revisiter.

Comme vous le savez, la PAC date des années 1960. On était alors en pleine période productiviste et industrialiste. L'industrialisation de l'agriculture allait résoudre les problèmes de la faim, de la souveraineté alimentaire de l'Europe. A ce moment-là, on ne se préoccupait pas trop d'environnement, il faut bien le dire. Je me souviens de ces années 1960 où l'on payait les propriétaires de vergers pour abattre leurs arbres fruitiers. Ils recevaient des primes parce qu'on importait les fruits d'Afrique du Sud et d'ailleurs. Ça c'était une politique considérée comme normale. Je crois que si l'on disait cela maintenant, on crierait au fou !

C'étaient les années 1960, avec la conquête des marchés et le protectionnisme européen c'est à dire la garantie du prix et la restitution aux exportations. Il y avait l'idée que l'Europe allait nourrir le monde. Cette idée est d'ailleurs restée dans la tête des Syndicats agricoles aujourd'hui.

En 1992, il y a eu un ajustement parce qu'on a été confrontés aux nouvelles règles de l'OMC et la libéralisation du commerce avec des règles uniformes pour tous les membres de l'OMC.

Il a fallu passer au découplage des aides. On donnait encore des aides aux agriculteurs mais en découplant de la production, les aides étaient liées à l'hectare.

Cela a été confirmé avec la nouvelle réforme, sept ans plus tard, en 1999, réforme qui a instauré une structuration en 2 piliers. Le premier pilier, est en fait un pilier « agriculture industrielle » et le deuxième pilier « développement rural » tient compte à quelque part de l'environnement, de la vie rurale et de la nécessité de redonner vie au milieu rural qui a été forcément très abîmé par tout ce qui s'est pratiqué depuis 30 ans.

Donc, en fait, ce deuxième pilier dans la philosophie - si on peut appeler cela une philosophie- de la Commission européenne et de tous les Etats européens qui ont soutenu cela, est de rester dans la logique industrielle ; il faut produire pour être compétitif dans le monde avec les agricultures qui viennent de partout mais on va quand même donner un petit coup de pouce à l'environnement et au développement rural avec un petit budget : 20 % de l'enveloppe totale. Donc cela représente 60 millions d'euros par an quand même répartis pour 80% à l'industrie (1er pilier) et 20% (2° pilier). L'agriculture doit fournir des matières premières à bas prix pour l'industrie. C'est pour cela que j'ai été un peu surpris tout à l'heure quand notre collègue agriculteur disait que les agriculteurs étaient confortés dans l'idée qu'on leur garantissait toujours la reprise de leur production. Oui, mais à des prix toujours plus bas d'où la révolte des producteurs de lait il y a quelques années ; d'où les révoltes multiples dans tous les secteurs spécialisés en agriculture parce que la pression vient de la grande distribution pour avoir les prix les plus bas possibles mais elle vient aussi du marché mondial. Il faut être en concurrence avec des gens qui produisent dans des conditions souvent plus laxistes que les nôtres. Donc, voilà ce qui s'est mis en place et qui est pratiquement toujours en place actuellement.

Et nous sommes maintenant en 2019 à la veille d'une nouvelle réforme de la PAC. C'est un enjeu politique considérable. On doit être attentif à cela.

J'ai entendu tout à l'heure qu'en tant que consommateur, nous avons l'opportunité d'infléchir le cours des choses mais je crois que nous sommes aussi des citoyens et que nous devons interpeller le monde politique sur les politiques qui sont définies au niveau supérieur, tant au niveau régional, que national et européen, sachant que le niveau européen conditionne pour une large part les politiques nationales et régionales. Donc, cette réforme de la PAC, on en attend beaucoup.

Dans quelle direction va-t-elle aller ?

Est-ce qu'elle va conforter le système actuel avec la répartition 80%-20% , donc de facto, une aide beaucoup plus importante au secteur qui sert l'industrie agro-alimentaire ou va-t-on être vraiment dans l'idée d'évoquer le développement rural et aller vers une agriculture qu'on pourrait qualifier d'agro-écologie, d'agriculture paysanne ou d'agriculture biologique, les trois termes me conviennent bien ?

Malheureusement, il convient de constater que le projet de la Commission européenne qui a été soumis il y a quelques mois au Parlement pour une première discussion conforte le système actuel.

Et le système actuel est toujours basé sur ces deux piliers avec l'essentiel des subsides et des paiements attribués aux grosses exploitations agricoles et les miettes qui vont aux petites exploitations. 80%-20%, c'est manifestement déséquilibré.

Autant je suis d'accord qu'on ne peut pas brusquer les choses pour que les gens ne se trouvent pas sur la paille du jour au lendemain, autant une réorientation politique s'impose et cela se traduit par des choix législatifs. Or là, il n'y a rien.

Malheureusement le Parlement européen qui était largement dominé par les partis que certains appellent la droite conservatrice - moi, je ne sais pas comment il faut les appeler parce qu'ils sont presque tous conservateurs - mais en tout cas, par des gens qui n'ont rien compris à l'évolution du monde et qui ont cautionné dans une large part la proposition de la Commission.

Voilà l'enjeu tel qu'il se présente aujourd'hui et c'est ce qu'Inès a dénoncé très bien d'ailleurs dans un article publié dans une revue trop peu connue, l'Ecologiste, revue française d'un très bon niveau. Inès a vraiment très bien analysé cette situation. Elle dit qu'il faut absolument tout mettre en œuvre pour faire bouger les politiques sur cette réforme de la PAC qui sera décidée l'an prochain. Or, elle est déjà sur les rails et sur les mauvais rails. Il est urgent de donner un signal à tous les partis politiques qui sont en position d'agir, non seulement dans les parlements mais dans les gouvernements régional et fédéral, pour qu'il y ait un infléchissement profond de la PAC sinon tout le blabla sur le climat et la biodiversité est du vent si cela ne se traduit pas par des actes politiques concrets dans les politiques qui s'appliquent.

Or, on sait que la PAC a un impact considérable en matière de biodiversité et de climat aussi d'ailleurs. Alors ils en parlent beaucoup du climat parce que c'est à la mode avec Greta Thunberg – heureusement qu'elle est là- mais ce qu'ils proposent n'est pas du tout à la hauteur : par exemple, on va pour régler le problème du climat, organiser la rotation des cultures. Mais ce n'est pas quelque chose de nouveau ; cela se faisait depuis longtemps puis, on ne l'a pas fait pendant de nombreuses années et on a eu tort.

Mais ce n'est pas cela qui va régler le problème du climat.

Il faut casser la logique industrielle. L'agriculture ne peut plus être fournisseuse de produits à bas prix pour l'industrie alimentaire.

Cette agriculture industrielle est d'ailleurs en train de s'écraser toute seule.

Quand les agriculteurs vont manifester à Paris contre ce qu'ils appellent l'agribashing, moi cela m'énerve, c'est un mot inventé par les syndicats agricoles qui veulent défendre leur mauvaise politique depuis des années.

On n'accuse pas les agriculteurs, on accuse les politiques qui les appauvrissent et qui les rendent malades. Il faut convaincre le milieu agricole que la politique agricole est contre eux et pas pour eux. Donc maintenir un système qui meurt tout seul parce que financièrement, il ne tient plus ; parce – que socialement, il ne tient pas non plus et que sur le plan de l'environnement et de la biodiversité, c'est une catastrophe, est une aberration.

Il est temps de se rendre compte qu'il faut changer le système en profondeur.

Si on essaye d'aménager gentiment les politiques en place, ce ne suffit pas. A un moment donné, il faut une rupture.

Le radicalisme maintenant c'est le réalisme. Souvent le mot « radical » est associé à des attitudes extrémistes. Ce n'est pas du tout la même chose être radical ou être extrémiste. L'extrémisme, surtout violent, c'est insupportable. Mais le radicalisme, au moment où un changement de système est indispensable, c'est revenir aux racines ; se rendre compte que l'agriculture n'est pas faite pour nourrir l'industrie mais pour nourrir les gens.

Quand je vois aujourd'hui en lisant « l'Avenir » - que je lis régulièrement parce que c'est un journal d'origine namuroise- le grand article « nouvelle dérogation pour les néonicotinoïdes », or, on sait que les néonicotinoïdes ont un effet catastrophique sur la biodiversité, c'est extrêmement suspect en

ce qui concerne la santé publique, et on donne des dérogations et cela dure depuis des années pour les betteraviers c.-à-d. l'industrie agroalimentaire. Donc, pour des intérêts industriels, on détruit l'environnement, la biodiversité et on enfonce les agriculteurs dans un système dont ils ne sortiront pas vivants.

Donc manifestement, on a l'obligation de changer le système en profondeur.

C'est le message que je voulais faire passer en traduisant la pensée d'Inès, en y mettant peut-être un peu plus de force mais quand même, c'est le même message. Merci.

-----

\*Il a été laissé à cet exposé le caractère oral de l'intervention